

ALGÉRIE

Amnesty International condamne le meurtre d'Abdelbaki Sahraoui

Index AI : MDE 28/05/95

Amnesty International condamne l'homicide arbitraire et délibéré d'Abdelbaki Sahraoui, membre fondateur du Front islamique du salut (FIS), organisation algérienne aujourd'hui interdite, et imam d'une mosquée parisienne. Le 11 juillet dernier, peu après la prière du soir, Abdelbaki Sahraoui, 85 ans, a été abattu par un groupe d'hommes armés dans une salle de prière de la mosquée. Un autre civil, qui aurait essayé de s'interposer, a également été tué lors de l'attaque.

Le meurtre de cette importante personnalité du FIS a été perpétré quelques heures après que les autorités algériennes eurent annoncé l'échec de leurs négociations avec les dirigeants du FIS en Algérie. Ces négociations visaient à mettre un terme à la crise politique qui, depuis 1992, a causé la mort de dizaines de milliers de personnes, tués par les forces de sécurité ou par des groupes islamistes armés.

C'est la première fois depuis le début de la crise politique qu'une personnalité du FIS est tuée en dehors du territoire algérien.

Amnesty International n'ignore pas que les autorités françaises ont ouvert une enquête sur le meurtre et les invite à faire en sorte que les responsables soient traduits en justice.

Jusqu'à ce jour, les responsables n'ont pas été identifiés et les meurtres n'ont pas été revendiqués. En Algérie comme ailleurs, des dirigeants du FIS ont été menacés de mort s'ils poursuivaient les négociations avec les autorités. Ces menaces auraient été proférées par le Groupe islamique armé (GIA), dont les rouages et structures ne sont que peu connus. Partisan de l'opposition aux autorités algériennes, le GIA s'oppose également à toute négociation entre le FIS et les autorités en vue de remédier à la crise politique actuelle.

Amnesty International réitère son appel aux groupes armés qui prétendent défendre une cause politique, et leur demande de mettre immédiatement un terme aux meurtres de civils |